

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région



BUREAUX
 ROUBAIX - 49-51, Grande-Rue, Tél. 237.33, 237.35 et 237.34.
 TOURCOING - 28, rue Carnot, Tél. 37.
 LILLE - 1, rue Faidherbe, Tél. 232.21.
 PARIS - 28, boulevard Poissonnière, Tél. Provençe, 71.34.
 MOULON - 105, rue de la Station, Tél. 5.44.

ANCIENS DIRECTEURS :
 Jean Reboux
 Alfred Reboux
 Madame Alfred Reboux

La désorganisation de la radiophonie d'Etat

UN RÉQUISITOIRE

Le Sénat vient d'inscrire à son ordre du jour la discussion de conclusions de l'enquête ordonnée le 26 janvier 1937 et relative à la gestion du ministre des P.T.T.

Nous sommes en 1938. L'enquête porte sur des faits qui remontent à deux ans. La discussion ne pourra avoir lieu qu'après les vacances parlementaires, c'est-à-dire qu'elle est remise aux calendes grecques. En attendant, les errements répréhensibles que le Sénat se propose d'examiner n'ont pas tous pris fin. loin de là.

Une fois de plus, il nous faut regretter le fonctionnement, trop défectueux et beaucoup trop lent, de l'appareil parlementaire. A quoi bon découvrir et dénoncer des abus, si toute latitude est laissée à leurs auteurs d'en perpétuer les conséquences ?

Quoi qu'il en soit, il faut retenir le remarquable rapport, le réquisitoire, dirons-nous plus exactement, dressé par M. Paul Lafont, pour résumer les conclusions de l'enquête. Il n'est pas mauvais que l'opinion publique soit à même de le connaître et de l'apprécier.

Nous ne parlerons ici que de ce qui concerne la radiodiffusion. Tous les auditeurs se rendent compte actuellement de ses déficiences. Mais tous n'en connaissent pas les raisons profondes, et bien des gens, insuffisamment informés, ont tendance à déplacer les responsabilités, s'en prenant, en particulier, aux conseils de gestion des stations d'Etat, créés pour gérer — M. de La Palisse l'aurait remarqué — et qui, en fait, sont mis dans une impossibilité quasi absolue de remplir décentement leurs fonctions.

M. Lafont fait un historique. Il rappelle que, dès son origine, la radiodiffusion d'Etat fut organisée, sur le plan théorique, légal et administratif, de telle manière que les usagers aient la plus large part à sa gestion. Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement. Au début, en face d'une carence administrative totale, ce sont ces usagers, ou une poignée d'entre eux, particulièrement actifs, et non moins désintéressés, qui mirent toute la machine en route, à leurs frais, risques et périls. L'Etat n'intervint ensuite que pour récolter ce qu'il n'avait pas été capable de semer.

Des associations furent constituées pour gérer les stations. Elles tiennent leur existence d'un décret-loi, celui du 28 décembre 1926. Ce décret-loi est toujours en vigueur. Il ne saurait être abrogé que par une disposition législative qui n'a jamais été prise. C'est un abus de pouvoir que M. Lafont dénonce, après bien d'autres, sans d'ailleurs qu'il soit question de faire cesser cet abus.

Faire la guerre aux associations géantes fut une lourde faute. C'était « s'attaquer à la structure même de l'organisation radiophonique, dont elles constituaient la pierre angulaire ». Et c'était livrer la radio, soit à l'arbitraire administratif, soit aux passions partisanes. « Ces associations, qui étaient les plus sûres garantes de la neutralité de la radio nationale, correspondaient à une organisation à laquelle avaient donné leur assentiment tous les partis. »

Henri DAVID.

(Lire la suite page 2.)

ACCORD DE PRINCIPE au sous-comité de non-intervention

sur le plan de retrait des volontaires d'ESPAGNE

On espère que le Comité plénier pourra ratifier les projets samedi ou lundi

Paris, 21 juin. — Un accord de principe est intervenu mardi matin au sous-comité de non-intervention, sur le plan de retrait des volontaires d'Espagne.

On se rappelle qu'au cours de ces dernières semaines, les travaux du sous-comité s'étaient heurtés aux prétentions formulées par l'U.R.S.S. quant au renforcement du contrôle naval, alors que les autres puissances représentées dans cet organisme : la France, l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie avaient accepté le plan britannique.

Le gouvernement français, durant toute cette période, s'est entremis, d'une part, en recherchant une formule transactionnelle pour le contrôle naval, d'autre part, en usant de ses bons offices auprès des dirigeants soviétiques.

A Paris, on rend, mardi soir, hommage à l'esprit de conciliation montré par le gouvernement de Moscou, dont le représentant a déclaré se rallier à la formule de contrôle naval proposée, bien qu'elle ne réponde pas entièrement à ses vues.

(Lire la suite page 2.)

EN ALLEMAGNE

Tous les journaux français, sauf « Le Temps », ont été saisis, hier, à Berlin.

Berlin, 21 juin. — Les journaux français de mardi, à l'exception du « Temps » ont été saisis par la police allemande à leur arrivée à Berlin. On ignore encore pour quels motifs.

Le nouveau président pour la France de la Légion américaine



M. BERNHARD WAGNER, ami très compréhensif de notre pays, qui vient d'être élu commandeur pour la France de la « American Legion ».

Versailles se prépare à accueillir les souverains anglais



On termine la remise en état du bassin d'Apollon dans le parc du château de Versailles. (Ph. N.Y.T.)

PAR T.S.F.

Les vues de M. FLANDIN sur le maintien de la paix

« Devons-nous en face des problèmes espagnol et tchécoslovaque, aligner notre politique sur la Russie ou sur l'Angleterre ? »

(Lire le compte rendu page 2.)

Libres propos

LA FISSURE

Parce que trois ou quatre élections législatives partielles n'ont pas été favorables à la discipline du Front populaire, quelques journaux, prenant leurs désirs pour des réalités, se sont hâtés de célébrer l'enterrement d'une formation politique qui est, en grande partie, responsable des maux dont le pays souffre actuellement.

C'est aller un peu vite en besogne. Il est certain que les événements se sont chargés d'ouvrir les yeux de beaucoup de radicaux. Les socialistes, d'autre part, éprouvent de la répugnance à suivre les communistes dans les voies dangereuses où ces derniers cherchent à entraîner le Gouvernement, le Parlement et la nation.

Les directives que Staline donne aux Moscovitaires de chez nous, aussi bien

celles qui concernent l'agitation révolutionnaire intérieure, que celles qui voudraient nous attirer dans l'impasse espagnole, heurtent violemment le bon sens d'un grand nombre de Français foncièrement républicains, mais aussi foncièrement patriotes.

Cependant, nous le répétons, nous n'en sommes pas encore, malheureusement pour la France, à l'agonie du Front populaire. Il faudra, c'est à craindre, des épreuves plus dures pour que la désagrégation du bloc électoral radical-socialiste-communiste se poursuive jusqu'à l'effritement complet.

Sans doute, quelques échecs aussi caractéristiques et aussi sévères que celui de Saint-Etienne, dimanche, pourraient-ils avancer, s'ils se répétaient, un événement qui sonnerait vraiment l'heure du redressement national.

En donnant à M. Raymond Laurent, démocrate populaire, 1.000 voix de plus qu'à son concurrent communiste, les électeurs ont voulu marquer très nettement leur réprobation d'une politique qui tend à instaurer dans notre pays les méthodes en honneur en Russie bolcheviste. En même temps, malgré les appels intéressés à la discipline du Front populaire, les radicaux-socialistes et les républicains socialistes se sont séparés ouvertement d'un parti dont les menées par trop compromettantes, sont à l'opposé des aspirations nationales.

Hâtons-nous de dire que la très légitime popularité du candidat démocrate, sa grande notoriété, ses services passés, ont beaucoup facilité le regroupement des républicains qui, tous, pouvaient faire confiance à l'ancien président du Conseil municipal de Paris.

Il n'en reste pas moins vrai que pour la troisième fois, en quelques semaines, ce Front populaire enregistre une défaite caractérisée et indiscutable. Est-ce que Saint-Etienne, après Uzès et Saintes, sera une étape du redressement politique de notre pays, ou ces scrutins séparés ne sont-ils que des incidents sans portée, des fluctuations de l'opinion comme il s'en produit toujours ?

En tous cas, il existe une fissure dans le Front populaire, et il semble bien que les électeurs, effrayés par la menace que le communisme fait peser sur le pays, se concertent pour l'agrandir.

Louis DARTOIS.

BILLET PARISIEN PERSPECTIVES DE PAIX EN ESPAGNE

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL.)

PARIS, 21 JUIN (Minuit).

La sous-commission de non-intervention a enregistré, mardi, un accord de principe sur le plan du retrait des « volontaires » étrangers combattant en Espagne.

On sait que les travaux du sous-comité avaient été suspendus, les dispositions relatives au contrôle maritime n'ayant pu être acceptées par toutes les délégations. Celles-ci ont modifié leur attitude et l'accord a été conclu en principe. Il est donc permis de considérer qu'un obstacle vient de tomber sur la voie même qui mène à une application intégrale de la politique de non-intervention.

Il ne faudrait pas toutefois trop se presser d'en conclure que les volontaires étrangers sont à la veille de quitter l'Espagne. Pour les gouvernements français et anglais qui examinent le problème espagnol et le seul souci du maintien de la paix en Europe et de son rétablissement dans la péninsule ibérique elle-même, ce résultat, même négatif, n'est pas négligeable. Il fait espérer que l'Italie finira par se rallier à une solution qui laisserait l'Espagne régler elle-même son destin.

Dans les déclarations qu'il a faites mardi à la Chambre des Communes, M. Chamberlain, en réponse aux critiques travaillistes, a déclaré que l'Angleterre ne modifierait pas sa conduite envers l'Espagne. S'il proteste contre les bombardements des populations civiles et des navires marchands, il ne nourrit pas d'illusions exagérées sur le sort réservé à ces protestations ; toutefois, il ne se décourage pas. Son but est de mettre fin le plus rapidement possible au conflit espagnol.

La réponse du premier ministre permet de mieux préciser le sens des conversations anglo-italiennes de ces derniers jours. A l'Italie qui demandait la mise en vigueur immédiate de son accord avec la Grande-Bretagne, celle-ci a opposé les engagements pris. Toutefois, elle n'apporte dans son attitude aucune raideur, elle aurait elle-même suggéré diverses solutions permettant de sortir de l'impasse. A défaut du retrait de ses volontaires, l'Italie pourrait, par exemple, intervenir auprès du général Franco pour obtenir une suspension des hostilités. Mais dans quelle mesure cette suggestion a-t-elle chance d'être accueillie par M. Mussolini ?

Il faut noter comr : un indice rassurant le ton réservé de la presse italienne à l'égard du refus de M. Chamberlain de revenir sur les conditions de l'arrangement anglo-italien. Visiblement, on s'attache, en Italie fasciste, à conserver de bonnes relations avec Londres. L'axe Berlin-Rome, après la secousse de l'Anchluss, serait-il moins solide qu'on se plaît à le dire à Berlin ?

Qu'on n'oublie pas qu'un revirement de l'Italie est toujours possible tant qu'elle n'aura pas coupé les ponts avec les démocraties occidentales. Aussi bien à Londres qu'à Paris, on travaille précisément dans le respect de la non-intervention, à ne pas commettre de gestes irréparables.

René ROUSSEAU.

La Conférence internationale du travail décide de consulter les gouvernements sur la généralisation de la réduction des heures de travail

Genève, 21 juin. — La Conférence internationale du travail, au cours de la discussion sur l'expérience française des quarante heures, M. Jouhaux a déclaré que « quels que soient les arguments que l'on avait apportés contre les 40 heures, ils n'ont pas assez de force en eux-mêmes pour empêcher que la réforme ne continue à s'imposer à l'attention des gouvernements. »

Selon lui, l'augmentation du nombre des chômeurs n'est pas due à la semaine de 40 heures, mais à la situation économique présente.

M. Jouhaux ne pense pas qu'il y ait un seul pays capable de supporter encore pendant une décennie les charges que le développement des armements lui impose.

(Lire la suite page 2.)

M. JACQUES CHARPENTIER est élu bâtonnier des avocats de Paris



M. ETIENNE CARPENTIER, ancien bâtonnier, donnant l'accroche à son successeur, M. JACQUES CHARPENTIER. (Ph. N.Y.T.)

Paris, 21 juin. — Mardi après-midi, au lieu du Conseil de l'Ordre des avocats l'élection du nouveau bâtonnier. C'est M. Jacques Charpentier, déjà désigné par les votes de l'année dernière, qui a été élu par 696 voix sur 740 votants.

M. Jacques Charpentier, qui succède à M. Etienne Carpentier, prendra ses fonctions en octobre prochain pour deux ans.

Deux officiers allemands sont inculpés dans l'affaire d'espionnage aux États-Unis



MISS SANTA DE WANGER, tenancière d'un bar new-yorkais, qui a été arrêtée comme ayant été en relations avec les principaux inculpés

(Lire l'information page 2.)

— Voici les résultats définitifs des élections au Dail d'Irlande (132 sièges) : De Valera, 77 sièges; Cosgrave, 45 sièges; Traill, 10 sièges; 8 indépendants, 7.

— La ligne Paris-Rome est obstruée, par une coulée de boue près de Modane.

BRITANNIA EN ARMES M. HORE BELISHA met en vedette l'effort de la Grande-Bretagne pour son réarmement

« Le pays possède des ressources inépuisables financières, matérielles et spirituelles qui lui permettent de faire face à n'importe quelle situation. »

Londres, 21 juin. — Dans un discours prononcé à la séance d'ouverture de la conférence annuelle du conseil du parti libéral national, M. Hore Belisha, ministre de la Guerre, a déclaré :

« Nous avons fait des merveilles dans le domaine du réarmement et le pays est maintenant prêt à se défendre. »

Le ministre a souligné que, tout en dépensant pour son réarmement près d'un million de livres sterling (178 millions de francs) par jour, le pays a pu dépenser 50 millions de livres de plus par an pour les services sociaux.

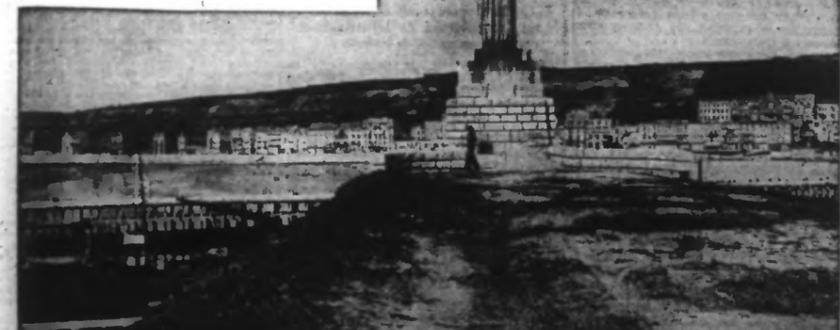
« J'espère, a-t-il ajouté, que ces faits seront connus à l'étranger, car ils indiquent aux auteurs de guerre éventuels que ce pays possède des ressources inépuisables financières, matérielles et spirituelles qui permettent de faire face à n'importe quelle situation. »

« J'entends dire fréquemment que nous n'avons pas de canons et seulement un petit nombre de soldats pour résister à un ennemi possible ; or, nous avons actuellement 181.000 hommes dans l'armée territoriale contre 136.000 en 1936. En ce qui concerne l'armée territoriale, le nombre des engagements pendant avril et mai derniers était de 6.630 contre 3.789 pour la période correspondante de 1937. »

Pour le jubilé d'Yvette GUILBERT, la célèbre divette française, une grande soirée a eu lieu mardi à la salle Pleyel, à Paris

(Ph. Franco-Press.)

LA STATUE DE « BRITANNIA » A BOULOGNE-SUR-MER



La construction de la statue géante « Britannia », à Boulogne-sur-Mer, est achevée. (Ph. Keystone.) Voici la statue vue de dos. On aperçoit, au fond, une partie du vaste panorama qu'elle domine.